



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1144
3 décembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ARABE

LETTRE DATÉE DU 3 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'IRAQ AUPRÈS
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre de M. Tareq Aziz, Vice-Premier Ministre de la République d'Iraq, en date du 3 décembre 1998, qui concerne les contacts que la Commission spéciale a avec des services de renseignements étrangers (des États-Unis et d'Israël) de façon illégale sans concerter le Conseil de sécurité ou le Secrétariat de l'ONU, et les dangers que cela pose à la sécurité nationale de l'Iraq, et contient un appel pour que des mesures soient prises d'urgence en vue de mettre un terme à ces contacts et que des règles soient fixées en vue d'empêcher que ces pratiques ne se reproduisent.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Nizar HAMDOON

ANNEXE

Lettre datée du 3 décembre 1998, adressée au Secrétaire général
par le Vice-Premier Ministre de la République d'Iraq

J'ai abordé dans mes lettres du 30 septembre et du 16 octobre 1998 la question des contacts de la Commission spéciale avec les services de renseignements d'États qui sont politiquement opposés à l'Iraq, sujet qui nous inquiète profondément car il est étroitement lié à la sécurité nationale de l'Iraq, et j'ai cherché dans les deux lettres, d'autre part, à appeler l'attention sur la question de la crédibilité de l'Organisation des Nations Unies et sur les effets négatifs que ces contacts ont sur son autorité morale et sur la perception que l'on a de la façon dont les fonctionnaires internationaux sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies s'acquittent de leur tâche et de leur intégrité.

Tout le monde sait parfaitement à présent, grâce aux révélations qui se succèdent à l'échelle mondiale concernant les contacts que les inspecteurs de la Commission spéciale ont avec les services de renseignements étrangers opposés à l'Iraq (par exemple, les déclarations de l'enquêteur Scott Ritter au journal israélien Ha'aretz qui ont été publiées par le Washington Post le 29 septembre 1998 et dans l'article qu'a publié la revue The New Yorker dans le numéro du 9 novembre 1998.

Ces contacts sont l'occasion pour la Commission spéciale de fournir aux services de renseignements de certains États (les États-Unis et Israël) et d'échanger avec eux des informations sensibles ayant trait à l'Iraq et à la sécurité nationale, qu'elle a en sa possession, et la Commission a été jusqu'à étudier avec ces services de renseignement ses méthodes de travail en Iraq.

Ces contacts sont plus dangereux qu'on ne le pensait auparavant, car le International Herald Tribune du 10 novembre 1998 a révélé des informations concernant le plan de l'agression militaire des États-Unis contre l'Iraq qui devait commencer le 14 novembre 1998 et a indiqué que l'attaque tirerait parti des renseignements militaires sur l'organisation militaire iraquienne qui avaient été rassemblés durant les inspections de l'Organisation des Nations Unies effectuées depuis 1992.

Cela signifie que les informations concernant l'Iraq que la Commission spéciale obtient sous couvert des résolutions du Conseil de sécurité sont transmises au Pentagone et que les plans militaires des États-Unis s'appuient sur celles-ci. De même, les travaux de la Commission spéciale en Iraq, selon ce qu'a publié la revue The New Yorker le 9 novembre 1998, sont devenus en fait des travaux de renseignements et la Commission spéciale est devenue un organisme de renseignements et le Président exécutif précédent, le Président exécutif actuel et le Vice-Président ont pris la décision d'avoir des contacts illégaux avec les services de renseignements étrangers sans concerter le Conseil de sécurité ou le Secrétariat de l'ONU.

Le 20 novembre 1998, des membres de la Commission spéciale ont participé à une émission du programme Newsstand de CNN au cours de laquelle a été diffusé un documentaire sur les activités des équipes d'inspection, avec des photographies, prises par les équipes d'inspection, des ingénieurs irakiens et des substances remises à la Commission spéciale. Le fait que de telles prises de vues aient

/...

été livrées aux médias sans demander l'avis de la partie iraquienne prouve que la Commission spéciale, que l'on considère neutre, a pris part à une campagne tendancieuse contre l'Iraq. Elle a violé ainsi les engagements qu'elle avait pris à l'égard de la partie iraquienne de n'utiliser les informations recueillies par ses inspecteurs à aucune autre fin que le désarmement. Il convient de mentionner aussi que le Président exécutif adjoint de la Commission spéciale, M. Charles Duelfer, s'est rendu la semaine passée à Londres, où il a rencontré le Président d'un des groupes de l'opposition iraquienne, qui a discuté avec lui des informations ayant trait aux travaux de la Commission spéciale.

Ces faits sont étayés par des preuves et leur multiplication et répétition mettent en évidence le défaut essentiel des modalités de travail de la Commission spéciale, à savoir qu'elle est devenue, faute d'un organe chargé de la contrôler, un organisme que ni le Conseil de sécurité, ni le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ne contrôlent, dont les méthodes menacent la crédibilité et l'honorabilité de l'Organisation des Nations Unies.

Le Mémoire d'accord signé avec vous le 23 février 1998 énonce ce qui suit : "Dans l'exercice du mandat qui lui est assigné par les résolutions du Conseil de sécurité, la Commission spéciale s'engage à respecter les préoccupations légitimes de l'Iraq concernant sa sécurité, sa souveraineté et sa dignité nationales." Nous espérons qu'il serait donné suite à notre demande d'ouvrir une enquête officielle sur les comportements de la Commission spéciale, ses méthodes et ses associations, et nous considérons que les dernières informations qu'ont révélées le International Herald Tribune et The New Yorker et d'autres encore commandent la réalisation d'une telle enquête.

De même, ce comportement soulève une autre question essentielle sur laquelle il y a longtemps que nous avons appelé l'attention, en particulier en 1997 et au début de 1998, à savoir celle des travaux des "experts" des États-Unis et du Royaume-Uni qui appartiennent à la Commission spéciale et de leur rôle véritable au sein de la Commission. En effet, les informations susmentionnées montrent que la plupart de ceux-ci sont des officiers des services de renseignements ou de l'armée des États-Unis et du Royaume-Uni, et il est fort grave qu'ils appartiennent à la Commission spéciale alors que les États-Unis et le Royaume-Uni continuent de menacer d'attaquer militairement l'Iraq. Nous espérons que des mesures seront prises d'urgence en vue de mettre un terme aux contacts de la Commission spéciale avec des services de renseignements, en particulier ceux d'États opposés à l'Iraq, et que des règles seront fixées en vue d'empêcher que ce type de pratiques ne se reproduisent et de protéger les informations qui sont recueillies auprès de l'Iraq afin qu'elles soient examinées et utilisées avec votre autorisation ou celle du Conseil de sécurité. En outre, la question de la révision de la composition de la Commission spéciale et de son personnel revêt une grande importance.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire, les assurances de ma très haute considération.

Le Vice-Premier Ministre

(Signé) Tareq AZIZ
